

# Déclaration de la société civile concernant les élections en République démocratique du Congo

Nous, soussignés, membres de la société civile de la République démocratique du Congo (RDC) et du monde entier, sommes unis pour soutenir les droits du peuple congolais à élire librement et démocratiquement ses dirigeants conformément à l'article 5 de la Constitution congolaise. C'est pourquoi nous lançons cet appel solennel au gouvernement congolais et à la communauté internationale pour veiller dès maintenant à ce que les prochaines élections soient véritablement libres, inclusives, transparentes et démocratiques et que personne ne puisse travestir les résultats sortis des urnes.

Dans le préambule de la Constitution congolaise, la crise de légitimité est identifiée comme la source principale des différents conflits que traverse la RDC. Et la cause fondamentale de cette situation est l'absence d'élections crédibles et inclusives. C'est donc une responsabilité fondamentale du gouvernement congolais de soutenir pleinement l'organisation d'élections telles que prévues et requises par la Constitution congolaise et le programme du gouvernement, qui prévoit notamment « d'assurer et pérenniser le processus d'alternance démocratique au sommet de l'État par le respect des échéances constitutionnelles ».

En 2011, la société civile, tant au Congo qu'à l'international, a remis en cause la légitimité des résultats annoncés officiellement. Les élections les plus récentes, qui devaient se tenir en 2016, ont été reportées à 2018. Les résultats officiels déclarés en janvier 2019 ont également été remis en question par la société civile au Congo et à l'étranger. Ces deux élections ont été entachées d'importantes irrégularités et violations des exigences fondamentales de la Constitution et des lois congolaises. Et malheureusement, la communauté internationale n'a pas suffisamment soutenu des élections libres et équitables lors de ces précédents processus électoraux.

Nous craignons que les prochaines élections nationales ne posent également des problèmes si on ne fait pas attention. Déjà, les préparatifs initiaux ont été entachés d'irrégularités et de violations de procédure, le tout sur fond de soupçons de corruption. En outre, il est important de relever l'urgence à exécuter la feuille de route récemment publiée la Commission électorale nationale indépendante congolaise (CENI) afin d'achever toutes les étapes nécessaires pour garantir le respect des délais, la transparence et la crédibilité des élections.

Nous appelons la CENI à respecter son engagement à fonctionner de manière transparente, indépendante et inclusive, et à remplir son mandat crucial d'organiser des élections libres, crédibles, transparentes, inclusives, et démocratiques. Il ne peut être question de lier ce processus électoral à d'autres qui pourraient le retarder. Ainsi, nous demandons à la CENI de publier au plus vite le calendrier électoral définitif. Nous appelons le Président de la République, le Premier Ministre, le Parlement congolais et les autres acteurs étatiques à s'acquitter de leur devoir en mettant à la disposition de la CENI tous les moyens nécessaires pour la réalisation de ces objectifs, considérant ce processus comme une opportunité de rétablir la confiance entre toutes les parties prenantes. Dans le même ordre d'idées, nous exhortons les parlementaires à procéder à une révision inclusive et consensuelle de la loi électorale en veillant à ne pas mettre en danger le délai. Nous interpellons également la Justice, en particulier la cour constitutionnelle et la cour d'appel, afin qu'elle joue pleinement son rôle, notamment en garantissant que le choix démocratiques du peuple soit

respecté. Nous soutenons l'utilisation, à chaque étape du processus, de sanctions ciblées et d'autres outils qui cibleraient tout individu ou institution qui menacerait le bon déroulement du processus.

Nous nous engageons à jouer notre rôle de gardiens de ce processus. Nous pensons que les observateurs de la société civile, tant des organisations congolaises qu'internationales, doivent bénéficier de toutes les autorisations et libertés nécessaires pour observer les prochaines élections et en rendre compte. C'est pourquoi nous en appelons aux institutions internationales éprises de paix et de démocratie d'apporter tout le soutien nécessaire aux efforts d'éducation civique et d'observation électorale. A cet égard, nous saluons l'appel du Président de la République à l'observation électorale internationale et demandons la mobilisation des Nations-Unies, de l'Union Africaine, de l'Union Européenne, des États-Unis d'Amérique et de tous les amis du Congo pour en faire une réalité.

Les signataires :

ASADHO

La Ligue des Electeurs (LE)

Agir pour des Elections Transparentes et Apaisées (AETA)

Observatoire de la Dépense Publique (ODEP)

LUCHA

FILIMBI

AFRIWATCH

UNIS

Dynamique des Politologues (DYPOL)

CDC ITURI

Initiative Bonne Gouvernance et Droits Humains

OEARSE

Justice Pour Tous

AFRIKKI

Solidarité (AJS) TAL-LAFI

PAX

Réseau d'Organisations des Droits Humains et d'Education Civique d'Inspiration Chrétienne (RHODECIC)

Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les Droits de l'Homme (CREDDHO)

Alarme pour la Prise de Conscience aux Devoirs et Droits Humains (APCDDH)

Juriste en Action (JURAC)

La voix des Opprimés (VDO)

La voix Intègre de Communautés Opprimées (VICOP)

League of Youth for the Renaissance of Congo (LYREC)

Les Amis de Nelson Mandela pour la défense des Droits Humains (ANMDH)

Les Amis de Nelson Mandela pour les Droits Humains (ANMDH)

Maman n'a Nzela ya Développement (MND)

Nouvelle Dynamique de la Jeune Femme (NDJF)

Nouvelles Dynamiques pour le Développement Rural Intégral (NODRI)

Protégions la Vie Humaine (PVH)

Réseau International des Activistes des Droits de l'Homme (RIADH)

Réseaux des Femmes pour la protection de Droit de l'Enfant et de la Femme (REFEDEF)

Solidarité des Albinos du Kasai-Oriental (SAKOR)

Solidarité des Ongs pour la Démocratie, Education civique et Droit de Homme (SOLIDEC-K/DH)

Trois Rivières (TR)

Vivre avec Handicap au Congo (VIHANDICO)

Association Congolaise pour le Droit de l'Homme (ACDHO)

Association des Défenses des Droits de l'Homme, des victimes des Violences sexuelles et d'encadrement des enfants en rupture avec la famille (ADDHVER)

Cercle National de Réflexion sur la Jeunesse en RDC (CNRJ-RDC)

Collectif des Femmes Avocates pour la Promotion des Droits Humains (COFAP/DH)

Convention pour le Développement du peuple autochtone Pygmées (CPDA)

Coordination des Personnes Handicapées du Kasai – Oriental (COPHAKOR)

Dynamique pour la défense des Droits des Vulnérables (DDV)

Espoir de Vie pour Tous (ESVIT)

Groupe d'actions pour les Jeunes Nécessiteux (GAJEN)

Institut Congolaise pour le Droit de l'Homme (ICDH)

ABFEC - Action Congo asbl

Jean Claude Mputu

Mrs. Marie Madeleine Kalala

*Organisations/personnalités africaines et internationales*

The Sentry

Panzi Foundation

Human Right Watch (HRW)

Action Kivu

Never Again Coalition

American Jewish World Service

Jewish World Watch

Crane Center for Mass Atrocity Prevention

Stop Genocide Now

Resource Matters

Elizabeth Barad, Member, NYC Bar Association

Anthony W. Gambino, Former USAID Mission Director, DRC

Stephen R. Weissman, Former Staff Director, US House of Representatives Subcommittee on Africa